

Entretien avec François Chérèque

(Canal +, 11 octobre 2010)

réalisé par Caroline Roux

Alors, radicalisation dans la rue, appel à la grève illimitée, débat au pas de course au Sénat. La question qui se pose ce matin, c'est est-ce que tout se joue cette semaine ?

Je ne fais que le répéter, cette semaine est une semaine importante, la manifestation de demain est une des dernières occasions de faire changer le projet de réforme du gouvernement, d'où la nécessité de se mobiliser d'une façon importante, cette semaine.

Il y a eu des mobilisations importantes les semaines précédentes, ça n'a rien changé. Pourquoi ? Qu'est-ce qu'il faudrait qu'il se passe de plus mardi ?

Si, ça fait, vous l'avez dit, il y a déjà eu trois grandes manifestations très, très importantes, ce qui est exceptionnel dans notre pays. Ce matin encore, vous avez le journal devant, un soutien populaire très élevé.

Le Parisien..., 61 % des Français soutiennent donc une grève durable.

Oui, 69, 71 % hier à l'IFOP, c'est à peu près dans les mêmes eaux. Donc un soutien populaire très élevé, on se pose la question, comment se fait-il que le gouvernement - et on est un des rares pays où on est dans cette situation - n'entende pas ce qui se passe, et ne veuille pas changer son projet.

Le fait est que le Gouvernement n'entend pas. Vous avez eu même la réponse de R. Soubie, vendredi, il a dit : il est clair que le coeur du projet, à savoir les mesures d'âge, la retraite à 62 ans, pour l'essentiel, ne bougera plus. Donc qu'est-ce qu'il faudrait qu'il se passe demain pour que le gouvernement bouge selon vous ?

Qu'on soit toujours aussi nombreux dans la rue.

Aussi ou plus nombreux ?

Plus nombreux, si c'est possible, on le fera, mais au moins aussi nombreux.

Vous n'avez pas l'air d'y croire ?

Tout le monde le dit, trois manifestations de suite en un mois à ce niveau-là, c'est exceptionnel dans notre pays, c'est exceptionnel dans d'autres pays. Qu'on ait une quatrième manifestation aussi proche avec un même niveau de mobilisation, ça revient un très gros problème pour le Gouvernement. Avec ce soutien populaire, je crois que quoi que fasse le Gouvernement, on a gagné la bataille de l'opinion. Les salariés, les Français disent : cette réforme est injuste, il faut la modifier, et il y a encore des possibilités par le débat parlementaire de le faire.

Vous parlez des manifestations, mais vous ne parlez pas du mouvement de grève illimitée, pourquoi ? Ce n'est pas ça qui va faire la différence ?

Parce que le mouvement de grève illimitée va être décidé ou pas, dans les entreprises publiques, par des votes que l'on souhaite le plus démocratique possible, c'est-à-dire que tout le monde puisse participer à ces votes. Et là, pour le moment, nous, organisation syndicale, on donne la possibilité comme nous l'oblige le service minimum et c'est pour ça qu'on l'a annoncé la semaine dernière, par des votes, demain, après-demain de continuer ou pas. Et on verra ce que devront faire les agents des services publics.

On a l'impression, F. Chérèque, que vous êtes embarrassé par ce mouvement de grève illimitée. Vous avez dit...

Vous plaisantez ?!

« Si les salariés veulent aller plus loin, ce n'est pas moi qui les retient. » Donc c'est comme les généraux en 1914 : tous devant et nous derrière ?

Oui, mais simplement qu'on n'a jamais vu dans notre pays un mouvement qui se décide par les secrétaires généraux en haut. On sait très bien, on sait très bien, que les salariés ont des problèmes financiers, c'est la raison pour laquelle, on alterne et vous l'avez remarqué, on alterne journée d'action, des grèves, journée de mobilisation et de manifestation un samedi. C'est pourquoi, cette semaine, on a un mardi et un samedi. Après, c'est aux salariés de le décider. Mais moi, je fais dans les manifestations, je parcours les manifestations, je reste des heures entières et ils nous disent : il y a quand même une certaine difficulté de perdre de l'argent, des jours, des jours de suite. Donc on verra bien leur détermination.

Vous excluez totalement, un appel à la grève reconductible ?

Mais personne dans l'intersyndicale n'a souhaité cet appel à la grève reconductible. Et c'est ça que l'on fait, demain et après-demain, on donne la possibilité aux salariés dans les entreprises de le faire, qu'elles soient du public ou du privé, et on verra bien leur décision. C'est à eux de décider. De toute façon, ils ont la possibilité de le faire. Et je le dis, s'ils le font, nous les soutiendrons.

Vous avez noté que les propositions du Gouvernement étaient un pas en avant, mais que le projet reste très insatisfaisant, c'était la semaine dernière. Est-ce que vous pensez sur le fond, si on met de côté les bornes d'âge, qu'il y a encore un point de passage avec la CFDT sur le fond de la réforme ? Et sur quel point ?

Oui, oui, il y a deux points qui sont essentiels, sur la borne des 60-62 ans, qu'on veut remettre en cause et je le répète, cela amène à certains de cotiser 44 ans. 44 ans, sans augmentation de leur retraite. Les ouvriers qui ont commencé à travailler jeune, vont cotiser 44 ans, les cadres non. Pourquoi ces inégalités ? On peut le réduire, en disant,

pour tout le monde, la même durée de cotisation. De l'autre côté, et je le répète ce matin, la borne de 65-67 ans est mise en place en 2016, on peut très bien prendre la décision de rediscuter en 2015 et de réfléchir pendant cinq ans, on a cinq ans pour réfléchir à une autre réforme qui nous permette de ne pas créer cette injustice. Je ne comprends pas l'obstination du Gouvernement, on a cinq ans, pour réfléchir.

Ils vous ont déjà répondu, c'est non, sur ces points-là.

Mais les personnes qui sont dans la rue, les 70 % de ce sondage disent : On n'écoute pas le Gouvernement, on n'est pas d'accord. Le Gouvernement a la possibilité sans que ça lui coûte un centime, de dire "on prend cinq ans", cinq ans c'est quand même important, on a le temps de faire des choses. Cinq ans pour réfléchir, pour trouver une autre solution. Pourquoi on nous refuse ? C'est incompréhensible.

Vous croyez que le dialogue est encore possible ?

Je le souhaite.

Vous, vous croyez que le dialogue est encore possible.

En tout cas, jusqu'à la fin du débat parlementaire, les sénateurs ont la possibilité de faire un amendement, de dire par exemple, on réfléchit dans les cinq ans qui viennent, à une fusion de tous les systèmes de retraite - il y en a 37 en France, du public, du privé - pour faire en sorte qu'on évite ces injustices. Pourquoi on ne réfléchit pas dans notre pays, alors qu'on a 5 ans à le faire pour le faire.

C. Roux : Vous avez évoqué le Sénat, les articles concernant les mesures d'âge ont, pour partie, été votés. Donc le passage de 60 à 62 ans. Quant à la deuxième borne d'âge, visiblement, le Gouvernement veut aller vite sur le vote au Sénat. Est-ce que vous accepterez le verdict du Parlement ?

Alors tout d'abord, je vous ferais remarquer que le Gouvernement panique. Le gouvernement panique, parce que soi-disant, il était serein, et là, il accélère le calendrier, parlementaire, alors qu'on aurait dû débattre de ces bornes d'âge qu'après, ils le font avant, puisqu'on voit bien, qu'il craint, la journée de mardi. Si le gouvernement craint la journée de mardi, c'est que ce n'est pas nous qui sommes en difficulté, c'est que c'est lui qui est en difficulté. Il faut bien l'entendre, autrement, il n'y avait pas de raison de ne pas attendre le débat parlementaire habituel. Et je le répète, je le répète, tant qu'il y a du débat parlementaire, et sur cette borne d'âge en particulier, là 65-67 ans, le Sénat a la possibilité de retarder la décision. Moi, je fais appel à ce qui me semble être l'intelligence, à partir du moment où cette mesure s'appliquera en 2016, à partir du moment où on a des élections présidentielles dans deux ans. Il est quand même normal que le débat continue pendant ces cinq ans et qu'on trouve d'autres solutions.

Vous avez des alliés au Sénat, parmi la majorité ?

Les centristes par exemple, ont dit qu'ils ne voteraient pas cette réforme, s'il n'y avait pas l'étude d'une réforme systémique, c'est-à-dire de fusion des systèmes. Voilà l'occasion de donner raison aux centristes, de satisfaire les manifestants qui ne veulent pas qu'on prenne la décision aujourd'hui, et de réfléchir à une autre solution.

Un mot sur les lycéens, l'UNEF syndicat lycéen, appelle à la mobilisation. Et vous, vous appelez les lycéens à la mobilisation ?

L'UNEF, c'est un syndicat étudiant.

Pardon, excusez-moi. Oui, oui, tout à fait, c'est l'UNL...

Les étudiants sont majeurs, ils n'ont pas besoin de F. Chérèque pour se mobiliser. Les lycéens, ce n'est pas à moi de les appeler. Je crois qu'un leader syndical, il représente les salariés, ce n'est pas à lui, à appeler les lycéens. Et si...

Vous en avez besoin ?

Non, non, justement, c'est justement parce que moi, je ne veux pas donner le sentiment que j'ai besoin des lycéens, pour réussir cette action. Par contre, si les lycéens veulent venir, on les accueillera, on essayera de les encadrer pour qu'ils soient en sécurité, parce que c'est de notre responsabilité. Mais réfléchissons, pourquoi ces lycéens sont inquiets ? Ils sont inquiets, parce que ça fait 35 ans que notre pays a du chômage de masse, ils sont inquiets parce qu'on ne répond pas sur leur avenir, et un pays qui sort de 35 ans, de chômage et qui a une inquiétude comme ça, de sa jeunesse, doit s'interroger, quel est message positif qu'on fait passer aux jeunes.